

**ÉLECTIONS MUNICIPALES
GENEVOISES**

**LA CICAD
RENCONTRE
LES PARTIS
POLITIQUES**

AVRIL 2015



La CICAD à la rencontre des candidats genevois

Comme ce fut le cas lors des dernières élections cantonales, la CICAD a renouvelé «ses petits-déjeuners politiques». Une activité importante entretenue tout au long de l'année mais qui trouve un écho particulier à l'aube des élections. Ces rencontres furent organisées à Genève avec l'ensemble des partis qui constituent l'échiquier politique. La CICAD a fait part de ses inquiétudes et a demandé **des réponses et des actions concrètes** face à l'antisémitisme mais aussi en faveur du développement de programmes éducatifs.

La **sensibilisation** et la **responsabilisation** des politiques à l'égard de la situation actuelle de l'antisémitisme sont indispensables dans le combat que mène quotidiennement la CICAD.

Le temps d'une rencontre, la délégation, constituée de membres du Comité de la CICAD, a pu **mettre en évidence des manquements** face à la montée de la discrimination et de l'antisémitisme tout en

appelant au maintien voire au renforcement de programmes éducatifs.

L'ensemble des partis et des candidats ont montré beaucoup d'intérêt concernant les problématiques soulevées par la CICAD. Une réaction attendue compte tenu des relations cordiales entretenues dans les divers cantons romands avec nombre de partis politiques et depuis plusieurs années. **Conscients de l'importance d'une collaboration perenne**, ces rencontres se poursuivent au-delà des élections.

Le Président de la CICAD, Alain Bruno Lévy, lors de ces rencontres a tenu à adresser aux partis politiques un message fort. « **Nous avons besoin de l'écoute et du soutien des politiques pour cette mission citoyenne.** *Nous savons que nous pouvons compter sur les partis tout comme ils peuvent compter sur la CICAD.*» **Johanne Gurfinkiel** précisant «**La CICAD étant devenu un acteur de la Cité.**»

Sommaire

4 Verts Libéraux :

Sue Putallaz, Présidente des Vert'libéraux genevois et Candidate au Conseil administratif de la Ville de Genève, **Jérôme Fontana**, Vice-Président des Vert'libéraux de la Ville de Genève, **Mahesh Lançon**, candidat au Conseil municipal et **Jane Michaelis Zurbuchen**, Membre du comité directeur des Vert'libéraux de la Ville de Genève

6 UDC:

Cathy Jacquier, Présidente de la section UDC Ville de Genève et **Eric Bertinat**, Conseiller municipal UDC

8 Solidarités Genève:

Brigitte Studer, Ensemble à gauche et Conseillère municipale, **Tobias Schnebli**, Ensemble à gauche et Conseiller municipal et **Pablo Cruichon**, Secrétaire politique de Solidarités

10 Parti Socialiste:

Sami Kanaan, Maire de Genève, **Sandrine Salerno**, Conseillère administrative et **Virginie Studemann-Wathier**, Conseillère municipale et Présidente PS Ville de Genève

13 Les Verts:

Esther Alder, Conseillère administrative, **Alfonso Gomez**, Conseiller municipal et Président de la section des Verts Ville de Genève, **Yves de Matteis**, Député au Grand Conseil genevois et **Jean Rossiaud**, Vice-Président de la section des Verts Ville de Genève

16 Parti Libéraux Radicaux:

Natacha Buffet-Desfayes, Conseillère municipale, Candidate au Conseil administratif, **Adrien Genecand**, Conseiller municipal, Ville de Genève ; Candidat au Conseil administratif et **Daniel Ferrier**, Président PLR Ville de Genève

19 PDC:

Guillaume Barazzone, Conseiller administratif
Jean-Charles Lathion, Conseiller municipal, Vice-président
Lionel Ricou, Conseiller municipal, Président ad intérim

22 MCG:

Carlos Medeiros, candidat MCG au Conseil administratif



De gauche à droite la délégation des Verts Libéraux: Jane Michaelis Zurbuchen, Membre du comité directeur des Vert'libéraux de la Ville de Genève, Sue Putallaz, Présidente des Vert'libéraux genevois et Candidate au Conseil administratif, Jérôme Fontana, Vice-Président des Vert'libéraux de la Ville de Genève et Mahesh Lançon, candidat au Conseil municipal

Les Vert' libéraux ont fait part de leur indignation et incompréhension quant au silence de la Ville concernant les sujets chers à la CICAD. Sécurité, éducation, répartitions des subventions, autant de sujets abordés lors de cette rencontre.

Politique culturelle de la Ville

Pour Alain Bruno Lévy, Président, le programme des Vert Libéraux partage assez largement les idées et orientations de la CICAD comme le Vivre ensemble. « Il faut certes un vivre ensemble mais aussi et surtout un agir ensemble. » Explique-t-il avant de poursuivre sur le choix orienté de la Ville en matière de politique culturelle pour y répondre. « Les choix orientés par la politique et non par la volonté citoyenne de la Ville de Genève nous préoccupent. Lorsque l'on voit l'ex-Maire de Genève participer et financer le Tribunal Russel pour la Palestine, cela ne va pas et cela n'est pas acceptable. On n'interdit pas la venue de Dieudonné mais on retire un soutien pour une organisation juive écologique telle que le KKL lors d'un évènement.»

Une réaction partagée par la Présidente du parti, Sue Puttallaz. « Ce que font les élus de la Ville de Genève depuis plus de 10 ans est vraiment révoltant. On ne parle pas des besoins

des citoyens genevois mais des envies des élus assez éloignées des demandes et besoins de la population. En matière culturelle, l'offre n'est pas si diversifiée que ça.» L'association a jusqu'à présent toujours obtenu un refus de la Ville pour ses projets éducatifs et ses participations au Salon du livre 2014 et 2015. Pour Sabine Simkhovitch Dreyfus, membre du comité, «ce qui est important actuellement au niveau de la Ville c'est le vivre ensemble et la lutte contre les préjugés. Cela ne peut pas être uniquement du ressort des associations, nous le disons à tous les niveaux, municipal, cantonal, fédéral. Les pouvoirs politiques doivent intervenir avec des actions et soutenir des associations actives dans ce domaine.»

Besoins sécuritaires

Les communautés assument aujourd'hui le financement complet des besoins en sécurité de la communauté juive. Un manque d'engagement de la Ville et du Canton pour Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général de la CICAD. « Il me semble normal que l'optimisation de la sécurité, dans un contexte particulièrement préoccupant pour la communauté juive au regard des attentats de Paris et Copenhague, se fasse par la Ville et/ou le Canton aussi. La réponse se bornant à dire que des policiers seront envoyés si nécessaire est

insuffisante. » Un constat partagé par Roger Chartiel, membre du comité, qui évoque ses demandes répétées pour la sécurité des bâtiments de la CIG restées sans réponse.

Une situation non concevable pour le Vice-Président du parti, Jérôme Fontana, soucieux de comprendre ce manque d'engagement. Évoquant l'idée d'un évènement organisé conjointement entre la CICAD et une association musulmane prônant le dialogue pour faire réagir les conseillers municipaux, il ajoute « Au-delà de votre confession religieuse, vous êtes là pour ne pas tolérer l'intolérance, nous sommes là pour promouvoir le dialogue.» Un discours bien connu de la CICAD qui a fait du dialogue inter religieux une de ses missions. Pourtant, cela ne fait pas avancer les choses. « Il y a toujours une bonne raison de ne pas s'engager sur les demandes précises émises par la CICAD» répond le Secrétaire général avant de poursuivre « Nous n'avons aucun soutien. Ni en terme de sécurité et de fonctionnement des infrastructures, ni en terme d'éducation et de projets. Pourtant cela va de pair.» Un point de vue partagé par la Présidente des Vert'Libéraux pour qui le rôle des politiques est de protéger ses concitoyens peu importe leur confession religieuse et d'anticiper les risques. « L'espace public autour des bâtiments privés est de responsabilité

publique. Les caméras de surveillance ne sont pas faites pour tout type de criminalité. Si l'on parle d'attentat, elles ne feront que constater, ce n'est pas elles qui anticiperont. Il faut punir ses actes pour éviter qu'ils en engendrent d'autres plus graves.»

Silence des politiques sur l'antisémitisme

Le Président de la CICAD dresse un constat critique sur la situation de l'antisémitisme. « Il y a une forte augmentation des actes antisémites, des actes inquiétants et préoccupants. La situation n'est pas comparable à la France mais il y a une augmentation sensible. La libération de la parole antisémite au travers des réseaux sociaux, internet et des blogs est de plus en plus présente et de moins en moins sous couvert d'anonymat. » Un constat, qui, pour la Présidente du parti, ne peut qu'appeler des sanctions « Il faut poursuivre ces personnes. Gouverner c'est prévoir. Si on attend d'avoir un incident c'est trop tard. Vous aurez averti, vous la CICAD. Mais par contre la responsabilité du politique sera lourde.»

Une prise de position saluée par Johanne Gurfinkiel. « La CICAD se mobilise sur des sujets de sécurité, de prévention, d'éducation mais remarque que les partis politiques le font assez peu. Sur les questions de discriminations on n'entend personne. Aucun engagement politique n'a été pris malgré plusieurs déclarations de notre part. Certes, il y a philosophiquement un soutien mais sans aucune déclaration publique et cela encore après les attentats meurtriers de ces dernières semaines. La communauté juive n'a pas entendu de message rassurant de la part des politiques et c'est un problème.» Un manque de position des autorités politiques inacceptable pour Jérôme Fontana, Vice-Président du parti. Expliquant qu'il doit y avoir une condamnation unanime des autorités pour toute personne se sentant menacée en Suisse, il ajoute « Aujourd'hui ce n'est malheureusement pas le cas et c'est grave. On en arrive à ne plus prendre position pour des valeurs qui sont celles de la Suisse, je veux parler bien sûr du respect, du vivre ensemble, ne pas tolérer l'intolérance ou encore dénoncer la violence.»

Le rôle de l'éducation

La Présidente du parti souhaite trouver une solution dans l'éducation des plus jeunes et ce en travaillant avec des associations comme la CICAD dans les écoles. «La municipalité en charge des écoles a son mot à dire avec les communautés. L'action doit se faire ici avec des choses ludiques. Il faut savoir écouter les enfants et éviter que les préjugés des adultes les atteignent pour que notre société vive en paix. Le DIP au niveau cantonal a une responsabilité tout comme le département de madame Alder

à la Ville. La CICAD peut amener l'énergie mais la municipalité doit agir.» Une démarche approuvée par la délégation de la CICAD.

Absence de subventions

La CICAD propose des activités pour les jeunes et enseignants depuis de nombreuses années cependant sans aucune aide financière de la Ville. Dernier exemple en date, la participation de la CICAD au Salon du livre, manifestation culturelle d'envergure. «Toutes nos activités sont pédagogiques, il y a des ateliers de dessins sur la discrimination, des conférences débats. La CICAD travaille à éduquer les plus jeunes mais sans soutien public. On nous renvoie de département en département sans réelle justification des conseillers administratifs alors que la Librairie arable de l'Olivier a obtenu des financements de différentes villes et du Canton de Genève.» Conclut Johanne Gurfinkiel. Une attitude inadmissible selon la Présidente du parti qui précise qu'il ne devrait pas y avoir de réponse différente selon l'organisme qui fait une demande de subvention.

Après avoir pris conscience de l'ensemble des problématiques préoccupantes pour la CICAD, Sue Puttallaz remercie la délégation de la CICAD pour cet échange sans oublier de préciser « Si vous avez des préoccupations et si nous devons faire une interpellation municipale, nous le ferons. Nous sommes là pour entendre et faire passer vos messages. »



Les Verts Libéraux:

- Permettre à la CICAD de sensibiliser et d'expliquer aux enfants la notion de Vivre ensemble dans les écoles par des activités ludiques.
- Sécuriser l'espace public avec des aménagements agréables et utiliser la vidéo lorsque cela est nécessaire. Notamment autour des bâtiments religieux et cimetières.

S'agissant de nos engagements en lien avec nos discussions, elles portent sur deux aspects que vous retrouverez aussi dans notre programme complet, soit:

Rubrique Famille-Enfance: L'éducation civique des jeunes enfants en collaboration avec des associations et ce de manière à leur apprendre le vivre-ensemble dès le plus jeune âge. Le tout de façon ludique afin qu'il intègrent ces notions.

Rubrique Sécurité: L'espace public autour des bâtiments sensibles doit être aménagé de manière à garantir la sécurité des occupants. Cela revient à y mettre des caméras de surveillance pour dissuader, mais à garder un espace convivial (bancs, espaces verts, etc.) pour ne pas créer un sentiment d'insécurité.

Sue Putallaz, Présidente des Vert'libéraux genevois et Candidate au Conseil administratif de la Ville de Genève

Composition des délégations

Verts Libéraux :

Sue Putallaz, Présidente des Vert'libéraux genevois et Candidate au Conseil administratif de la Ville de Genève, **Jérôme Fontana**, Vice-Président des Vert'libéraux de la Ville de Genève, **Mahesh Lançon**, candidat au Conseil municipal et **Jane Michaelis Zurbuchen**, Membre du comité directeur des Vert'libéraux de la Ville de Genève.

La CICAD :

Alain Bruno Lévy, Président
Roger Chartiel, Membre du comité
Sabine Simkhovitch Dreyfus, Membre du comité et Vice-Présidente de la FSCL
Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général

De gauche à droite la délégation CICAD: Roger Chartiel, Membre du comité, Sabine Simkhovitch Dreyfus, Membre du comité et Vice-Présidente de la FSCL, Alain Bruno Lévy, Président et Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général

«Votre situation nous inquiète, vous êtes visés, presque cristallisés par la haine des islamistes mais nous UDC notre souci c'est l'islamisation.»

Eric Bertinat, Conseiller municipal UDC



Eric Bertinat, Conseiller municipal UDC et Cathy Jacquier, Présidente de la section UDC Ville de Genève

C'est un débat franc et sans langue de bois qui s'est déroulée entre l'UDC et la CICAD ce vendredi 6 mars. Fer de lance de leur programme, l'immigration et l'islamisation furent au cœur du débat mais la délégation UDC écouta avec attention les problématiques de la CICAD. Cathy Jacquier, Présidente UDC Ville de Genève a montré un intérêt particulier aux missions de l'association.

l'UDC et les problématiques de la CICAD

Laurent Selvi, lança la discussion en souhaitant savoir ce que représentaient les problématiques de la CICAD pour l'UDC. Pour Eric Bertinat, Conseiller municipal UDC, le problème est global. *«Cela fait quelques années que je vois un changement à Genève avec une gauche de plus en plus pro palestinienne. Je le sens au sein du délibératif. La droite est absente sur ce domaine. Il est donc important d'avoir cette discussion. Je partage entièrement votre analyse de la situation. Votre situation nous inquiète, vous êtes visés, presque cristallisés par la haine des islamistes mais nous UDC notre souci c'est l'islamisation. Au fur et à mesure que nous recevons sur notre territoire des gens de confession musulmane, il y a un basculement.»*

Vivre ensemble

Pour le Président de la CICAD, Alain Bruno Lévy, l'éducation a un rôle essentiel dans la notion du Vivre ensemble. *«Nous pensons que notre action pédagogique, qui est de dire que toute forme de discrimination, de racisme aboutit à la violence, est essentielle. L'histoire montre que lorsque l'on commence à s'attaquer aux Juifs, on s'attaque ensuite à l'ensemble de la population.»* Un discours qui a eu ses limites avec l'immigration et qui ne fonctionne plus dans les écoles pour Eric Bertinat.

Absence de subventions

Pour Eric Bertinat, si la CICAD demande une aide financière, elle doit s'attendre à une vive opposition. Une remarque incompréhensible pour le Président de la CICAD. *«Il n'est pas normal qu'il y ait une forme de discrimination dans le processus d'attribution des subventions dans un tel contexte particulier pour la communauté juive. Pourquoi la CICAD n'aurait pas une ligne budgétaire pour ses activités, ses publications. Nous avons une activité citoyenne.»*

La CICAD et les associations contre le racisme

«Si une église est attaquée un jour, la CICAD interviendra-t-elle ou restera uniquement centrée sur l'antisémitisme» interroge Eric Bertinat. Pour Laurent Selvi la réponse est évidente. *« Nous aurons toujours une solidarité active avec d'autres associations qui auraient à lutter contre les préjugés. Ce n'est pas le travail organique de la CICAD de lutter contre toutes les formes de discrimination car cela diluerait notre action. Nous sommes là et nous avons été mandatés par la communauté juive, mais nous restons des militants, solidaires.»* Le Président de la CICAD rappelant le partenariat avec l'association Ibuka (pour la mémoire du génocide des Tutsi du Rwanda) et le travail avec d'autres associations comme Ecoute contre le racisme où Johanne Gurfinkiel est membre du comité.

Immigration / intégration

Eric Bertinat souhaite connaître la position de la CICAD vis-à-vis de l'immigration « massive » de personnes musulmanes arrivant avec leur demande. *«La question est de savoir quelle image nous voulons avoir de notre pays ? Moi*



Alain Bruno Lévy, Président, Laurent Selvi, Membre du comité et Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général lors des échanges avec l'UDC

je ne veux pas voir de gens avec des foulards, c'est pour moi incompatible.» Pour Alain Bruno Lévy, la réponse est sans appel. «Je peux vous répondre comme citoyen suisse. La question ne doit pas être traitée du point de vue des religions. On ne peut pas limiter l'immigration en fonction de la religion et l'histoire nous l'a montré. Pour nous évidemment cela est douloureux et ce n'est pas si lointain. Les portes de la Suisse furent fermées, le J sur les passeports, etc. Cette politique fut pour nous douloureuse.»

Soutiens de la Ville

La délégation UDC souhaite savoir si la CICAD a des demandes particulières pour la Ville. La participation de la CICAD au Salon du livre et les besoins sécuritaires de la communauté juive lui répond Alain Bruno Lévy. «On pourrait imaginer qu'il y ait une ligne générale d'appui financier pour la CICAD, pour des projets particuliers voire aussi pour la sécurité des bâtiments communautaires. Aménagement de cameras par exemple, il y a toute une série de mesures à prendre dans l'espace public.»

Silences des autorités

Le Président de la CICAD rappelle à l'UDC la lenteur des réactions politiques contrairement aux pays européens aux attentats meurtriers de ces dernières semaines. «Il a fallu presque une demande formelle pour que l'on entende Monsieur Berset, Conseiller fédéral, se positionner et dire non à l'antisémitisme. C'est une déception de voir qu'il n'y a pas une très grande solidarité à l'égard des communautés juives. Il y a une tendance à nier au fond l'acte antisémite.» Pour Eric Bertinat la solution serait que des élus, ayant une sensibilité pour les actions de la CICAD, la représentent. «Il est plus important pour la CICAD d'éclairer les élus quelle que soit leur origine confessionnelle sur la pertinence des sujets qui nous touchent. Quand on commence à s'attaquer aux juifs, c'est qu'ils sont la première étape. Il faut sensibiliser les partis et c'est notre mission principale.» rebondit Laurent Selvi.

Article 261bis du code pénal

Pour la CICAD, le combat judiciaire est tout aussi important. La révision du code pénal ne permet plus en tant qu'association de se porter partie civile. Comme l'explique, Alain Bruno Lévy «Si demain, il y a un acte de discrimination, un acte raciste, la CICAD en tant qu'organisme de lutte contre l'antisémitisme ne peut pas intervenir et se porter partie civile. Elle ne peut pas avoir accès au dossier. Ce qui est un problème.» La délégation UDC n'est pas au courant mais semble intéressée, pourtant, cette norme a été assez contestée par Christoph Blocher. Parallèlement, Alain Bruno

Lévy revient sur la question des signes nazis qui reste un problème. «L'arrêt du Grütli au Tribunal fédéral a estimé que ce n'était pas une provocation publique. Nous avons beaucoup de regrets de voir que le Conseil fédéral n'a pas donné suite à un projet de lois contre le port de signes nazis.»

Candidat UDC proche des Dieudonnistes de Suisse

La CICAD est interpellée par le soutien affiché des Dieudonnistes de Suisse pour Joseph Navratil, candidat UDC au Conseil municipal de la Ville de Genève comme le fait remarqué Laurent Selvi. «Nous sommes très actifs pour dénoncer toute campagne antisémite. Chaque fois que Dieudonné vient en Suisse nous nous mobilisons, d'où notre intérêt face au soutien des Dieudonnistes de Suisse à l'un de vos candidats.» Pour toute réponse, la délégation affirme ne pas connaître cette mouvance et explique que ce candidat s'est dernièrement converti à l'Islam. Mais l'information ne manquera pas d'être exploitée.

Au terme de cette rencontre, Alain Bruno Lévy, Président, demande à la délégation, si elle est élue, de tenir compte des demandes et préoccupations de la CICAD. Une requête acceptée par Eric Bertinat, qui à l'issue de la rencontre relève plusieurs points à développer. Souhaitant réfléchir aux problématiques évoquées par la CICAD, il ajoute qu'il en parlera à Gary Benaïm, Conseiller municipal PLR avant de conclure par ces mots « Nous pourrions ensemble peut être déposer un texte. Je vous en parlerais si cette idée est amenée à être développée. »

Composition des délégations

UDC:

Cathy Jacquier, Présidente de la section UDC Ville de Genève

Eric Bertinat, Conseiller municipal UDC

La CICAD:

Alain Bruno Lévy, Président

Laurent Selvi, Membre du comité

Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général

Nous vous remercions de votre invitation au petit-déjeuner qui fut intéressant et particulièrement convivial. Nous avons pris bonne note de vos préoccupations essentiellement sécuritaires. L'UDC se bat en effet depuis toujours la sécurité. Il est donc tout à fait légitime que votre communauté soit entendue auprès des autorités compétentes en la matière. Comme vous l'avez très justement souligné, votre communauté est susceptible d'être plus particulièrement visée et nous comprenons votre inquiétude compte tenu des événements récents sur la scène internationale. Nous sommes conscients des dangers de cette montée de la violence à Genève qui pourrait s'étendre à plus long terme à d'autres communautés religieuses. Or, vous devez savoir que l'une des priorités de notre section est l'amélioration de la sécurité en Ville. Nous tenons également à être à l'écoute des préoccupations de tous. Aussi, nous nous engageons, dans le cadre de notre programme politique, à mettre tout en œuvre afin de renforcer le rôle de sécurité de proximité de la police municipale notamment par la création de postes de police mobiles sur des lieux «sensibles», cas échéant les synagogues et leurs alentours. Il va de soi que si des réaménagements et d'autres dispositions devaient être pris, nous ne manquerons pas d'œuvrer dans ce sens.

Cathy Jacquier,
Présidente UDC section Genève

l'UDC:

- S'inquiète de la situation actuelle et des préoccupations sécuritaires de la communauté juive mais explique que le principal problème à résoudre reste l'immigration massive et l'islamisation.
- Partage l'analyse de la CICAD sur le parti pris et les prises de positions internationales de la Ville tout comme l'orientation de la politique de subvention.
- Souhaite être à l'écoute et réfléchir à l'élaboration d'un texte répondant aux préoccupations de la CICAD et de la communauté juive qui serait proposé à la Ville.

«Je ne représente pas les communautés juives mais je me sens légitime d'intervenir si je vois des propos antisémites, c'est mon devoir en tant que citoyen de les dénoncer.» Pablo Cruchon, Secrétaire politique de Solidarités

Pour Solidarités, cette rencontre était l'occasion de revenir sur des sujets bien précis. Une caricature antisémite publiée dans leur journal ou bien encore l'amalgame entre antisémitisme et antisionisme entendu lors des manifestations de l'été dernier à Genève. Autant de sujets sur lesquels la CICAD attend des prises de position. Malgré des points de vue divergents sur un certain nombre de décisions politiques de la Ville, ce rendez-vous a mis en évidence un besoin de communication entre les deux délégations pour avancer ensemble contre l'antisémitisme.

La délégation Solidarités Genève et ensemble à gauche: Pablo Cruchon, Secrétaire politique de Solidarités, Tobia Schnebli, Conseiller municipal Ville de Genève, membre de la direction locale de Solidarités Genève et Brigitte Studer, Ensemble à gauche et Conseillère municipale.



Solidarités et les missions de la CICAD

Pour Alain Bruno Lévy, Président de la CICAD, il est important de savoir comment ce parti perçoit les problématiques de l'association. Sensible à la question de l'antisémitisme et de la discrimination, Pablo Cruchon, Secrétaire politique explique « Nous l'avons démontré à plusieurs reprises par des prises de positions et des actions. Lors des derniers spectacles de Dieudonné, nous étions le seul parti politique à tracter devant les salles à vos côtés. Je ne représente pas les populations juives mais je me sens légitime d'intervenir si je vois des propos antisémites car je pense que c'est mon devoir en tant que citoyen de les dénoncer. » Conscient de l'amalgame existant entre antisémitisme et antisionisme, il rappelle la position du parti. « Pour nous, le colonialisme d'Israël permet une critique politique. Il est important de dissocier cette critique de propos antisémites envers lesquels nous sommes profondément contre. » Une remarque appuyée par Tobias Schnebli, Conseiller municipal et membre du Collectif Urgence Palestine, qui regrette les propos antisémites entendus lors des manifestations anti-israéliennes de cet été. « La recrudescence des manifestations, attaques et attentats envers les Juifs nous préoccupe. » Une remarque bien accueillie par le Président de la CICAD mais qui ne semble pas être légion au sein des

partis. « Les politiques doivent montrer une totale solidarité envers leurs concitoyens suisses de confession juive en disant qu'ils s'opposent fermement à toute forme d'antisémitisme. »

Manifestation devant la synagogue

La discussion se poursuit sur la présence pendant plusieurs semaines d'une manifestante pro-palestinienne venue provoquer les fidèles pendant les offices religieux devant la synagogue Beth Yaacov. Tobias Schnebli, au courant de cette affaire, explique qu'il s'est adressé sans succès à la CIG pour une rencontre. Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général, regrette que cette démarche ne se soit pas poursuivie par un contact avec la CICAD. Il poursuit sur le manque de réactions des autorités. « Nous avons demandé qu'elle soit amendée pour trouble à l'ordre public ce qui aurait permis de mettre un terme aux troubles et pour éviter la présence répétée de cette activiste mais ce ne fût pas le cas. Une synagogue n'est pas une ambassade. Personne n'accepterait que des Ukrainiens viennent manifester devant l'Église orthodoxe. Aucun parti n'a réagi et il n'y a eu aucune mobilisation. »

Communiqué de la CICAD

Afin d'alerter les autorités et dénoncer de

tels agissements devant un lieu de culte, la CICAD avait diffusé un communiqué de presse, lu par Solidarités. Pablo Cruchon, Secrétaire politique, aurait préféré un appel de la CICAD demandant une prise de position. « Ce communiqué de presse a eu pas mal de remous en interne de notre côté, certains voulaient comprendre la situation. » et Tobias Schnebli d'ajouter « En vous adressant à tous les partis, vous n'avez pas eu de réponse. Ce n'est pas l'UDC ou le PLR qui se sentiraient interpellés contrairement à Solidarités ou Urgence Palestine qui, au même moment, manifestaient contre la politique israélienne. »

Subventions des actions de la CICAD

Alain Bruno Lévy fait part des nombreuses demandes de subventions de la CICAD pour des projets pédagogiques et de sensibilisation restées sans réponse par la Ville. Une situation anormale pour une association qui travaille quotidiennement avec d'autres associations de lutte contre le racisme et pour le Vivre Ensemble. Pablo Cruchon, ignorant ce travail avec les associations, prend connaissance du travail accompli et réaffirme les positions du parti « Toute association a droit à une aide de l'État pour fonctionner sur des projets. Je ne peux évidemment que vous inciter à déposer vos demandes de soutien pour vos projets. Nous

Caricature

Un juif religieux ventripotent, portant une kippa et des papillotes, voilà la manière dont Solidarités illustre un article paru dans leur journal l'été dernier. La CICAD qui avait dénoncé cette caricature avait demandé une réaction du parti. La délégation ne manqua pas de commenter ce point. Brigitte Studer, Conseillère municipale, regrette ce dessin et explique que la lutte contre la discrimination est une question récurrente, en perpétuelle évolution, à laquelle il faut participer. «*Chaque fois que les images ou textes deviennent identitaires, réduisent à une communauté de personnes que l'on prend comme une entité, cela va à l'encontre de la lutte contre la discrimination que l'on défend. Pour moi c'était important que l'on reconnaisse que ce choix n'avait pas été opportun.* »

Tout en regrettant sa diffusion, Tolbia Schnebli demande à la CICAD de modérer ses griefs. «*Cette caricature, qui n'est pas de mon goût, est un dérapage mais est interprétable de manière différente. Il faut cependant la replacer dans son contexte. Cette personne caricaturée avec des attributs de confession juive est dans le contexte de la colonisation israélienne sur les territoires palestiniens. Le problème de l'eau est le véritable sujet de l'article.*» Quant à Pablo Cruchon également contre cette caricature, il ne partage pas l'analyse de la CICAD. «*Votre communiqué de presse, pour le moins franc et ferme, disait que l'on dérapait vers l'antisémitisme. On peut nous reprocher une maladresse mais pas de l'antisémitisme. Le contenu de l'article est clair et sans ambiguïté. En tant que rédacteur du journal, Jean Batou qui rédigea une lettre d'explication avait raison de revenir sur le fond. Il fallait bien montrer que votre attaque était uniquement sur l'image.* »

Pour le Président de la CICAD, il est important de faire prendre conscience à Solidarités de l'impact d'une telle caricature auprès des lecteurs. «*A Genève, un juif religieux s'est fait poignarder avec ces mêmes attributs il y a quelques mois. Finalement, après avoir lu votre article, ce n'est pas une dénonciation de ce que fait Israël à l'égard de l'eau qui sera retenu par le lecteur. Il retiendra la personne avec sa kippa. Cela fait naître de la discrimination. Ce danger existe et il y a une forme de discrimination par l'image dans ce cas précis.* » et Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général, de poursuivre sur la réaction du rédacteur. «*Il reconnaît qu'il y a eu une erreur mais il demande que la CICAD ouvre les yeux sur les courants fascistes en Israël. Mais pourquoi demander à la CICAD d'intervenir sur la politique israélienne ? Son intervention est en Suisse romande, arrêtez de nous rappeler des événements qui se passent dans le monde en accusant la communauté juive d'être responsable de tout. Notre champ d'action est*

Politique de la Ville

Pour la délégation de la CICAD il n'est pas concevable de voir le Maire de Genève intervenir sur des questions de politique internationale au détriment des besoins de ses concitoyens. Comme l'explique Alain Bruno Lévy «*Comment se fait-il que nous voyons le Maire de Genève soutenir le Tribunal Russel pour la Palestine ?* » Une implication qui ne dérange pas le Conseiller municipal Tolbia Schnebli pour qui il s'agit avant tout de convictions et d'engagements auxquels il adhère également. «*De notre point de vue, c'est l'universalisme. Si on lutte contre le racisme, l'antisémitisme, cela ne peut pas être uniquement en Ville de Genève. Ce sont des valeurs humaniste, internationaliste. Genève est une ville internationale et des Droits de l'homme. J'étais avec Rémy Paganì quand la Ville a décidé de rappeler les 60 ans de conventions de Genève. On a été au Rwanda aussi.*» Pour Johanne Gurfinkiel, le problème de fond n'est pas là. «*Il doit en tant que Maire de Genève s'occuper des problématiques locales. Je n'entends jamais Rémy Paganì sur les discriminations, sur le racisme et l'antisémitisme. Son absence sur ces sujets est regrettable.* » Pablo Cruchon attentif aux critiques de la CICAD explique. «*Vous avez une critique sur l'utilisation de son statut pour des questions internationales que j'entends mais que je ne partage pas. Nos luttes contre les discriminations sont une part importante de nos activités. Cet engagement ne peut se faire qu'avec une critique des politiques très claires des impérialismes et colonialismes qu'il y a dans le monde. Le racisme se nourrit des conflits politiques et économiques. C'est notre vision et je peux comprendre que vous ne la partagiez pas.*»

Au terme de cette discussion cordiale et directe, Solidarités remercie la CICAD pour cette rencontre tout en ne manquant pas de rappeler d'avoir plus de discussions si des sujets mobilisaient la CICAD. Une proposition également souhaitée par l'association

Composition des délégations :

Solidarité Genève:

Brigitte Studer, Ensemble à gauche et Conseillère municipale, **Tobia Schnebli**, Conseiller municipal Ville de Genève, membre de la direction locale de Solidarités Genève et **Pablo Cruchon**, Secrétaire politique de Solidarités

La CICAD :

Alain Bruno Lévy, Président
Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général



Le 10 mars dernier, nous avons eu la chance de pouvoir échanger avec les représentants de la CICAD lors d'un petit déjeuner. Cet échange a été salutaire car il a permis de jeter les bases d'une communication franche entre les deux organisations en évoquant des situations qui ont pu, par le passé, être source d'incompréhension. Alors que la lutte contre le racisme et l'antisémitisme est un objectif parfaitement partagé, cette riche matinée a permis de mettre en avant la nécessité d'oser affronter les problèmes et les divergences d'opinion dans un cadre respectueux. Ensemble à Gauche et Solidarités entendent poursuivre dans cette voie, favorisant le dialogue et promouvant le débat politique avec la CICAD.

Pablo Cruchon, Secrétaire politique de Solidarités

Solidarités Genève et Ensemble à gauche :

- Partage les engagements et convictions de la CICAD dans la lutte contre toutes formes de discrimination.
- Regrette la présence pendant plusieurs semaines d'une manifestante pro-palestinienne devant la synagogue Beth Yaacov à Genève.
- Souhaite plus de dialogue et d'échange avec la CICAD pour mieux se comprendre et avancer ensemble lorsqu'il y a des sujets dits « sensibles » (caricature antisémite dans leur journal, désaccord sur le projet de la BD CICAD, etc.)



«Cet amalgame entre Juifs et israéliens, je l'entends autour de moi. Par bonne ou mauvaise foi ou par méconnaissance. Malheureusement, le contexte actuel avec les attentats en Europe et les tensions accrues au Proche Orient ne fait qu'accentuer cela. Les gens confondent.»
Sami Kanaan, Maire de Genève



La délégation du Parti socialiste en présence de Sami Kanaan, actuel Maire de Genève, et de Sandrine Salerno, Conseillère administrative, a fait part en toute franchise de ses orientations politiques. Parmi les demandes de la CICAD, le manque de positionnement des politiques contre les attentats de ces derniers mois en Europe et les amalgames omniprésents entre la communauté juive et les décisions politiques israéliennes ont suscité des échanges animés.

Procédures judiciaires

La CICAD, pour les cas les plus graves, mène des procédures judiciaires. Philippe Grumbach, membre du Comité, est en charge de ces dossiers comme celui d'un récidiviste genevois qui malgré de multiples condamnations continue de diffuser sur son site internet des propos antisémites envers la CICAD. Un dossier connu du Maire de Genève, Sami Kanaan. Pour Alain Bruno Lévy, Président de la CICAD, ces dossiers judiciaires ont une valeur d'exemple «Cela permet de dire qu'il y a une limite à la liberté d'expression, au-delà, judiciairement il y a des conséquences. Nous nous apercevons cependant que la voie judiciaire n'est pas forcément la meilleure des options, l'aspect médiatique a plus d'impact.» Sami Kanaan cite l'affaire Perinçek, où un individu qualifie le génocide arménien de mensonge, et dont les conséquences pourraient être majeures. Une affaire suivie

de près par la CICAD, qui pourrait donner libre cours à la banalisation du négationnisme.

Absence de soutien des autorités

Alain Bruno Lévy déplore l'absence de soutien des autorités envers la communauté juive devant la recrudescence des actes antisémites. «A la suite des attentats en Europe, il a fallu insister pendant plusieurs semaines pour qu'un Conseiller fédéral s'exprime et fasse part de son soutien à la communauté juive alors que tous les autres gouvernements européens l'avaient déjà fait. Les autorités doivent se mobiliser contre l'antisémitisme et toute forme de discrimination.» Autre exemple rappelé par Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général, une manifestante pro-palestinienne devant la synagogue l'été dernier. «Malgré nos demandes répétées, la Police et les autorités n'ont pas jugé qu'il s'agissait de trouble à l'ordre public. Sur l'ensemble de nos préoccupations, il n'y a pas de prise de position publique pour dénoncer de tels agissements. Une synagogue n'est pas un lieu de manifestation, ce n'est pas une ambassade.» La CICAD avait d'ailleurs par courrier appuyé ses demandes auprès du Conseiller d'état Pierre Maudet en rappelant le règlement sur la tranquillité publique et en particulier sur les lieux de cultes interdisant toute manifestation. Une mauvaise interprétation selon le Conseiller d'Etat, rappelant que ledit règlement ne porte que sur la protection de la tranquillité publique contre le bruit ou les émanations et qu'il ne

saurait être interprété de manière extensive. Une réponse insatis-faisante pour la CICAD.

Une demande de soutien comprise par le Maire, Sami Kanaan. «Effectivement, nous aurions peut-être dû réagir publiquement car cette action devant la Synagogue tombait justement dans le piège de mélanger l'aspect confessionnel de celui politique. Je ne nie pas l'importance des réactions et des symboles, c'est important.»

Pour Sandrine Salerno, Conseillère administrative, le positionnement de la Ville ces derniers mois est net et ferme, citant pour exemple la présence de Dieudonné en Suisse romande. «Pour Dieudonné le Conseil administratif, sur ma proposition, s'est positionné clairement en disant qu'il était raciste et antisémite et que la Ville ne lui aurait pas loué une salle s'il nous l'avait demandé.» Une position honorable pour Philippe Grumbach, membre du Comité, pour qui un élu de gauche à Genève tenait pour la première fois des propos aussi clairs contre l'antisémitisme.

Importance du message politique

Pour Philippe Grumbach, la réaction d'Alain Berset Conseiller fédéral n'est pas suffisante. La Ville de Genève doit également se positionner au nom de sa notoriété. «Vous avez en tant qu'élus une vraie responsabilité notamment vis à vis des minorités telles que

De gauche à droite la délégation du parti socialiste: Virginie Studemann-Wathier, Conseillère municipale et Présidente PS Ville de Genève, Sandrine Salerno, Conseillère administrative et Sami Kanaan, Maire de Genève en discussion avec Messieurs Roger Chartiel, Membre du Comité, Philippe A. Grumbach, Membre du comité et ancien Président, Alain Bruno Lévy, Président et Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général de la CICAD



Le Parti Socialiste :

- Partage les engagements et convictions de la CICAD dans la lutte contre toutes formes de discrimination.
- Souhaite plus de dialogue et d'échanges avec la CICAD pour avancer ensemble et mette en place des projets.
- A entendu la demande de la CICAD d'être soutenu par les autorités en ces temps particulièrement préoccupants pour la communauté juive

la nôtre. Il y a une absence de réaction des autorités. Nous avons besoin d'être entourés de politiques dans des moments difficiles.» Une aura du politique qui n'est pas partagée par Sandrine Salerno pour qui il reste difficile d'intéresser sur ces questions.

Amalgames Juif/ Israélien

Le Président de la CICAD souhaiterait que la Ville reconnaisse le travail accompli pour lutter contre l'antisémitisme en Suisse romande sans faire de lien avec le conflit israélo-palestinien. Un amalgame encore trop souvent présent. «Lorsque l'on déguise des actes antisémites sous prétexte de critiques d'Israël alors il s'agit bien d'antisémitisme, c'est là où nous intervenons. Dans notre combat quotidien cela a des conséquences lorsqu'on nous renvoie aux propos de Benjamin Netanyahu.»

Sami Kanaan, qui comprend cette demande de clarification, ne remet pas en cause le travail de la CICAD qu'il juge utile mais explique. «Cet amalgame entre Juifs et israéliens, je l'entends autour de moi. Par bonne ou mauvaise foi ou par méconnaissance. Malheureusement, le contexte actuel avec les attentats en Europe et les tensions accrues au Proche Orient ne fait qu'accentuer cela. Les gens confondent.» Et Sandrine Salerno de continuer «C'est vrai que cet amalgame existe. On ne peut pas le nier. Il est nourri par certains leaders israéliens comme Benjamin Netanyahu»

quand il dit que tous les Juifs d'Europe peuvent faire leur alyah. Cela entretient le fait qu'un Juif est un Israélien. Cela lie très fortement au conflit.» Une perception qui pourrait être modifiée par le travail des politiques selon Philippe Grumbach. « Vous auriez pu agir comme Manuel Valls en France en rappelant que des concitoyens de confession juive sont avant tout des concitoyens. C'est votre rôle en tant que responsable politique.» Une posture politique qui n'est pas comparable à celle des politiques de Genève pour l'ancienne Maire. «Je peux dire beaucoup de choses mais encore faut-il que je sois entendue et relayée.» et Sami Kanaan d'affirmer «C'est vrai que la capacité à être entendu à ce moment-là, pour vous est importante comme signal mais l'effet sur la population au sens large en tant que magistrats municipaux est minime »

Politique publique

Sandrine Salerno explique « La Ville de Genève entend faire de la diversité une force, un atout pour construire un espace de vie commun. C'est dans ce but que j'ai proposé un politique de la diversité qui vise à considérer les habitant-e-s du territoire comme des participant-e-s à part entière à la vie de la Cité quelque soit leur statut, leur origine ou leur confession. Mais pour la mettre en œuvre il faut des moyens financiers. La composition du Conseil municipal et du Conseil administratif en juin prochain sera essentielle puisque la droite élargie essaie depuis de nombreuses années de couper les

ressources dédiées aux politiques de lutte contre les discriminations.» Des propos auxquels la délégation de la CICAD ne peut que souscrire comme l'explique son Président « Cette politique peut se faire avec l'appui de la CICAD. La plateforme du salon du livre me parait aller exactement dans le même sens que nous souhaitons. Une approche démocratique en mobilisant le public. Nous sommes là parce que nous sommes genevois, nous souhaitons montrer les valeurs que nous défendons avec notre stand. »

Subventions

Pour la délégation de la CICAD, l'absence de subvention de la Ville aux divers projets proposés et notamment pour sa participation au Salon du Livre de Genève reste incompréhensible. Sami Kanaan en charge de la culture et du sport explique « La Ville de Genève soutient le volet culturel du Salon du Livre par une subvention à la Fondation de l'Ecrit, un moyen de canaliser ce soutien car les sollicitations sont nombreuses. Nous refusons donc les demandes ponctuelles quelles qu'elles soient. Ce n'est donc pas un jugement sur la qualité et la pertinence de votre projet et je reconnais que le traitement de la demande a trop duré et que nous aurions dû mieux vous expliquer nos raisons. Mais nous restons ouverts à un échange pour une collaboration future. » Johanne Gurfinkiel poursuit sur la pertinence de la CICAD d'être à une telle manifestation culturelle répondant

aux attentes de prévention et de pédagogie chères au Maire de Genève. « Pour poursuivre nos activités pédagogiques nous avons besoin d'être présents, pour nous c'est une plateforme qui accueille 100 000 visiteurs. Il faut en profiter pour sensibiliser les visiteurs au travers notamment des ateliers jeunesse avec notre bande dessinée, la calligraphie, des débats et autres activités. » Conclu Johanne Gurfinkiel. Une volonté claire et partagée par le Maire de Genève qui souhaite en reparler avec la CICAD.

Antisémitisme et montée des propos extrémistes

Virginie Studemann-Wathier, Conseillère municipale et Présidente PS Ville de Genève, s'inquiète du discours antisémite de plus en plus présent s'appuyant sur des mécanismes connus de l'extrême droite. « Les insultes antisémites que l'on voit sur internet sont la partie visible de l'iceberg mais il y a le reste qui permet au discours antisémite de s'installer en s'appuyant sur des propos que l'on entend de plus en plus par l'intermédiaire du MCG. Vous demandez des réactions politiques mais pour moi il faut des réactions générales par rapport au MCG. Leur discours anti frontalier porte tous les marqueurs de l'extrême droite, profondément antisémite. C'est accepter également l'idée du complot et des bouc-émissaires. » Un constat particulièrement préoccupant pour le Président de la CICAD. « Nous partageons entièrement vos inquiétudes. Nous avons toujours défendu l'idée que toute forme d'exclusion provoque des conséquences dramatiques pour les Juifs. »

La Conseillère municipale rappelant qu'elle a lu avec beaucoup d'intérêt le précédent journal de campagne de la CICAD et s'étonne du discours relativement lisse sur le MCG. Pour Johanne Gurfinkiel, il est important de rappeler que la CICAD dénonce systématiquement tout dérapage du MCG. « Je regrette que vous n'ayez pas regardé nos communiqués presse et en particulier celui sur la référence à l'étoile jaune d'Eric Stauffer. Mais nous avons également signalé auprès de l'UDC le candidat antisémitique Julien Fonjallaz. Pour le PS nous avons eu une discussion concernant une affiche pour une votation cantonale qui reprenait les codes des caricatures antisémites. Pour la CICAD, il s'agissait d'un problème de formation et non d'antisémitisme au sein de votre parti. » Une démarche effectuée systématiquement par la CICAD dans le cadre des rencontres politiques. « Nous favorisons toujours les contacts, le dialogue et la cordialité sans pour autant compromettre et oublier notre engagement. »

Volonté de travailler avec la CICAD

Pour Virginie Studemann-Wathier, le

travail de la CICAD est nécessaire mais il est indispensable de réfléchir aux futures méthodes pour continuer de lutter contre l'antisémitisme. « Je pense qu'il y a un autre travail à faire sur l'antisémitisme. Un travail de repérage des marqueurs antisémites. Mais également d'alerte et de pédagogie. Nous devons être vigilants. Ce qui serait intéressant c'est de travailler en cours de législature ensemble et pas simplement au travers d'une rencontre pour les élections municipales. » Une proposition entendue par la CICAD qui souhaite poursuivre ses efforts et au travers d'échanges avec les politiques. Pourtant, certains d'entre eux tiennent des propos intolérables comme l'explique Johanne Gurfinkiel « Quand on voit des élus PS ou ex députés PS qui tiennent des discours odieux comme Mathieu Beguelin et qui a le soutien du PS cantonal neuchâtelois nous ne comprenons pas. Nous avons dénoncé ses propos mais du côté du parti la réponse a été plus que tiède. »

La sécurité

De nombreuses demandes de financement pour les bâtiments de la communauté juive afin d'optimiser les moyens techniques de sécurité ont été faites mais sont restées sans réponse. Une situation anormale pour la CICAD. Sandrine Salerno au courant de la situation rappelle la position de la Ville. « C'est un enjeu et on peut discuter. Toutefois, la position de la Ville est de dire que nous ne souhaitons pas d'espaces non accessibles au public. La place de la synagogue est à tout le monde et doit le rester. Si nous devons tout barricadés ce serait la pire image à donner et le signe que nous abandonnons. Il faut sans cesse lutter contre les discriminations, travailler sur la prévention et valoriser la Genève que nous souhaitons. »

Au terme de cet échange, le Maire propose une rencontre avec la délégation de la CICAD pour reparler des formes possibles de soutien de la Ville pour la participation de l'association au Salon du livre.

Composition des délégations

Le Parti Socialiste:

Sami Kanaan, Maire de Genève, **Sandrine Salerno**, Conseillère administrative, **Virginie Studemann-Wathier**, Conseillère municipale et Présidente PS Ville de Genève

La CICAD:

Alain Bruno Lévy, Président
Philippe A. Grumbach, Membre du comité et ancien Président
Roger Chartiel, Membre du Comité
Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général

Nous vivons une période périlleuse : alors que les attentats se multiplient dans le monde, que des personnes sont agressées en bas de chez elles, insultées dans la rue pour ce qu'elles sont, pour leur origine, leur conviction religieuse ou leur appartenance à une communauté, un glissement politique s'opère. Le Front national en France, l'UDC en Suisse, le MCG à Genève, autant de partis politiques qui nourrissent la haine et le rejet de « l'autre ». L'UDC et le MCG ont réussi à faire accepter l'idée que les problèmes économiques et sociaux se résoudre en désignant une catégorie de la population comme responsable : « étranger », « frontalier » et demain qui sera le bouc-émissaire ?

Nous, socialistes, luttons contre toutes les formes de discriminations. Nous continuons à nous battre contre celles et ceux qui tentent de stigmatiser et d'opposer les communautés et soutenons toutes les personnes, les associations qui luttent contre la xénophobie et l'antisémitisme rampant. Nous sommes toutes et tous genevois-e-s et voulons vivre dans une ville ouverte et tolérante. Cette action est menée aujourd'hui en Ville de Genève par Sandrine Salerno, Conseillère administrative au Département des finances et du logement qui comprend la politique de la diversité et par Sami Kanaan, Maire et Conseiller administratif au Département de la Culture et du Sport.

Virginie Studemann-Wathier,
Conseillère municipale et Présidente
PS Ville de Genève

«Nous sommes convaincus qu'il faut se donner les moyens de lutter contre toute forme de discrimination. Vous avez besoin de nous mais nous avons tout autant besoin de vous. La cohésion sociale se construit par l'éducation et le vivre ensemble comme vous l'avez rappelé.»
Esther Alder, Conseillère administrative



La délégation des Verts: Esther Alder, Conseillère administrative, Yves de Matteis, Député au Grand Conseil genevois, Alfonso Gomez, Conseiller municipal et Président de la section des Verts ville de Genève et Jean Rossiaud, Vice-Président de la section des Verts ville de Genève

Le parti lancera quelques jours après cette rencontre une motion au Grand Conseil pour une politique active de lutte contre toutes les formes de racisme.

L'Éducation pour lutter contre le racisme

Yves de Matteis, Député au Grand Conseil genevois, a fait de la lutte contre les discriminations son cheval de bataille. Très engagé, il travaille avec la CICAD sur ces questions au sein du Bureau de l'intégration des étrangers et constate : «Les campagnes grand public de lutte contre le racisme n'ont pas d'impact sur la population. L'éducation et vous le savez à la CICAD a plus que jamais un rôle à jouer.» Pour Alain Bruno Lévy, l'association a d'ores et déjà d'autres projets en tête pour les milieux scolaires. «Nous aimerions mettre en place une journée contre le racisme dans les milieux scolaires. L'occasion pour les élèves de comprendre ce fléau.» Une proposition approuvée par le Député. Cependant, le Président de la CICAD rappelle qu'il est nécessaire d'intégrer cette lutte au niveau local pour éviter un certain rejet de la population. «Ne devrions-nous pas réorienter

notre lutte et nos valeurs communes sur le Vivre ensemble?»

Absence de mobilisation des partis

Pour le Président des Verts, Alfonso Gomez, la pénalisation est, tout comme l'éducation, un moyen à développer. Prenant pour exemple les nombreux dérapages du MCG en salle plénière, il explique «Je suis choqué d'entendre des propos antisémites d'un élu MCG au niveau municipal, et même, si depuis il a été exclu de son parti. Ce genre de propos ne doivent pas être entendus.» Johanne Gurfinkiel, revient sur cette affaire. «La CICAD avait d'ailleurs demandé des explications et le MCG avait réagi très rapidement pour nous faire part de son exclusion.» Mais cela ne l'empêche pas de constater le mutisme des politiques sur les sujets de préoccupation de la communauté juive. «Il reste un travail au sein des partis politiques à faire. Il existe un manque de mobilisation, parfois une incompréhension ou une méconnaissance sur nos sujets de préoccupation par la Ville.» et de constater qu'à l'inverse cette dernière se positionne sur des questions internationales. «Nous voyons

beaucoup de mobilisation pour la situation à Gaza mais par contre face à l'antisémitisme en Suisse romande il n'y a plus personne. Nous venons de publier un rapport sur la situation de l'antisémitisme. J'aimerais savoir si par exemple les élus de la Ville vont réagir.»

Jean Rossiaud, Vice-Président de la section des Verts Ville de Genève, souhaite comprendre ce manque d'intérêt. Pour lui, il est essentiel que les associations viennent à la rencontre des politiques régulièrement. «Vous avez raison, on devrait le faire spontanément. Si ce n'est pas le cas pourquoi ? Est ce qu'on est antisémite ? Non. Si on n'a pas ce réflexe, alors comment le susciter ? Votre travail continu sur le long terme est extrêmement utile. Ce que l'on voit à Onex avec cette campagne MCG aurait été impensable il y a dix ans. On doit repenser politiquement cette question-là. Nous sommes toujours prêts à participer à des débats pour former nos réflexes politiques et intégrer dans notre discours ces questions pour qu'elles deviennent politiques.» Une démarche plébiscitée par le Président de la CICAD avant de poursuivre. «Il est clair que lorsqu'il y a un incident ponctuel, nous vous appelons

pour vous rendre attentifs. Nous publions nos campagnes, notre rapport sur l'antisémitisme. Cependant, nous constatons que la Ville est plus sensible à des événements internationaux comme le conflit israélo-palestinien. Ce qui est regrettable. La lutte contre toutes les formes de racisme, de discrimination et d'antisémitisme au sein de notre ville est plus importante.» Un point de désaccord avec le Président des Verts qui explique qu'en tant que Ville dépositaire des conventions internationales, il est logique que Genève s'en préoccupe.

Montée de l'antisémitisme

Alfonso Gomez reste cependant préoccupé par la situation de l'antisémitisme en Suisse. «J'ai lu votre rapport qui m'a impressionné. Le chiffre l'est quand vous dites que vous constatez une augmentation de plus de 70%, c'est très préoccupant. Cette situation reste une priorité pour nous qu'elle soit locale, nationale ou internationale.» et Jean Rossiaud de continuer « Pour combattre l'antisémitisme, il faut séparer la question locale de celle internationale. Je n'ai pas encore lu votre rapport mais je ne suis pas étonné du constat que vous faites. La plupart des personnes pensent que c'est un problème de juifs, or cela concerne tout le monde. Les partis politiques n'ont pas encore fait ce pas et grâce à vous on va vite revenir sur ce point.»

Réaction des partis politiques

Johanne Gurfinkiel fait part de son incompréhension quant à l'absence de réactions des partis politiques sur la situation de l'antisémitisme. « Quand avons-nous eu un véritable débat politique sur le racisme et l'antisémitisme? Certes Yves de Matteis est un élu et un militant dont je peux témoigner de l'engagement sans faille mais qu'en est-il du parti ? » Et Yves de Matteis de répondre « Quand j'étais Conseiller municipal on avait fait un débat pour contrer l'antisémitisme et le racisme ainsi qu'une motion verte en parallèle de la conférence Durban II. Mais malheureusement la CICAD n'était pas d'accord avec cette idée. » Le désaccord avec la CICAD n'était pas sur la volonté des Verts de militer contre l'antisémitisme mais le cadre dans lequel il le faisait comme le rappelle Johanne Gurfinkiel. « Vous vous êtes engagés sur un processus avec de très bonnes aspirations pour inscrire cette conférence dans un cadre particulier mais en occultant certains groupes dont vous ne maîtrisez pas le discours et venus à Genève pour répandre leur fiel. On l'a vu à la maison des associations où des personnes distribuaient du matériel avec des croix gammées provenant de groupes iraniens et de nazillons. » et le Président de la CICAD de revenir sur l'importance de telles prises de position. « Je ne peux que vous encourager. Si nous avons eu une divergence sur la portée rien n'empêche aujourd'hui d'avoir une

collaboration. Nous sommes aussi concernés par le travail d'Ecoute contre le racisme dont vous faites partie. Nous inscrivons notre combat avec tous les mouvements qui souhaitent lutter contre l'antisémitisme et le racisme. »

Salon du livre

Alain Bruno Lévy évoque en présence d'Esther Alder, en charge de la cohésion sociale, le refus de la Ville de soutenir la présence de la CICAD au salon du livre. Un manque d'engagement de la Ville, du Canton et des partis politiques regrettable. « Notre participation au salon du livre est vue comme un simple stand alors qu'il s'agit d'une plateforme pour sensibiliser le public. Nous avons un programme riche, réservé aux jeunes avec des ateliers de dessins et aux adultes avec des débats. » et Johanne Gurfinkiel d'ajouter « Nous avons interpellé l'ensemble des conseillers administratifs de la Ville. Mais ce n'est jamais la bonne section. Ce soutien pour nous était une évidence de par son objectif pédagogique mais sans succès. Nous continuerons pour les prochaines éditions d'aller à la rencontre des 100 000 visiteurs et de demander à la Ville de Genève de s'engager. C'est un projet public, important et qui fonctionne. Plus de 5000 personnes sont venues. L'actuel Maire de Genève, Sami Kanaan, nous a dit qu'il avait mal compris notre projet et qu'il serait ravi d'en discuter à nouveau. Nous souhaiterions que l'ensemble des conseillers administratifs s'engagent et s'associent. »

Pour Esther Alder, la réaction de la CICAD est compréhensible mais explique la réponse « Le département que je préside ne finance pas de stand de manière générale au Salon du livre, ce qui explique notre refus. Cependant, nous collaborons sur d'autres projets pédagogiques. Sur un projet comme celui-ci cela vaudrait la peine de voir ce qu'il est possible de faire avec la Ville. » Quant à Yves de Matteis il précise « J'étais sur votre stand au Salon du livre, à l'inauguration. J'ai également participé aux commémorations de ces derniers mois. La classe politique ne se désintéresse pas de vos problématiques, j'en suis la preuve vivante. Mais je pense que des efforts peuvent être faits et vous pouvez compter sur mon aide. »

Collaboration avec la CICAD

Esther Alder rappelle l'importance du travail de la CICAD. « Je suis convaincue qu'il faille lutter contre toute forme de discrimination. J'ai également vu que les actes antisémites avaient fortement augmenté. Mais si vous avez besoin de nous alors je peux vous dire que nous avons tout autant besoin de vous. La cohésion sociale se construit par l'éducation et le vivre ensemble comme vous l'avez rappelé. Par exemple, il y a deux ans l'Agenda 21 qui lutte contre les discriminations, allait être biffé

budgétairement parlant. Pour nous ce sont des alertes, si l'on veut lutter pour cette cohésion sociale dans une ville cosmopolite telle que Genève, il faut nous donner les moyens. Quand on voit les événements de ces derniers mois en Europe, cet échec de l'intégration de ces jeunes qui partent faire le djihad. J'en ai d'ailleurs parlé avec le Conseiller d'Etat Pierre Maudet. Il faut être attentif et vigilant même si cela ne se passe pas en Suisse. » Un constat que ne peut que partager la délégation de la CICAD pour qui il faut envisager des projets communs et obtenir des moyens pour mieux lutter contre l'antisémitisme.

Sécurité

Johanne Gurfinkiel interpelle la délégation des Verts sur les problèmes sécuritaires de la communauté juive et les amalgames permanents entre le conflit israélo-palestinien et les Juifs de Suisse. « Est ce qu'il est normal qu'une synagogue soit gardée ? Nous avons rencontré dernièrement le Conseiller d'Etat Pierre Maudet à ce sujet et sur les autres risques comme le retour de djihadistes sur notre territoire partis en Syrie. Le service de renseignement de la confédération explique d'ailleurs que la Suisse n'est certainement pas à l'abri d'un attentat. Nous sommes inquiets. » Alfonso Gomez, Président des Verts, expose la position ferme du parti. « Il faut vérifier que les citoyens suisses qui reviennent de Syrie n'ont pas commis de violation du droit humanitaire. Par principe quand on rejoint ce type d'organisation ce n'est pas pour du tourisme. Pour nous, c'est un exemple qui démontre l'importance de l'éducation mais également de la pénalisation d'un certains nombres d'actes et de propos. Sur la question du djihad, Il faut prendre un certain nombre de mesures. Nous sommes sur la même ligne que vous. »

Après avoir entendu l'ensemble des problématiques de la CICAD et échangé sur divers sujets avec l'ensemble de la délégation, le Président des Verts genevois a émis la proposition qu'une rencontre avec le Comité des Verts Ville de Genève et la CICAD soit organisée. Un moyen pour la CICAD de faire entendre les préoccupations de la communauté juive auprès des divers partis politiques.



Les Verts Genevois:

- S'inquiètent de la situation actuelle après avoir lu le rapport de la CICAD sur l'antisémitisme et des préoccupations sécuritaires de la communauté juive.
- Ont déposé une motion fin mars pour lutter contre toutes les formes de racisme et d'antisémitisme en mettant l'accent sur l'éducation et en ciblant la communication tout en rappelant « La CICAD constate une augmentation de 79% des cas d'actes antisémites en 2014 par rapport à l'année précédente. Jamais l'association n'avait enregistré autant d'incidents depuis la publication de son premier Rapport en 2003.»
- Souhaitent que la CICAD accentue encore ses contacts avec les Verts.

Composition des délégations

Les Verts genevois :

Esther Alder, Conseillère administrative, **Alfonso Gomez**, Conseiller municipal et Président de la section des Verts ville de Genève, **Yves de Matteis**, Député au Grand Conseil genevois, **Jean Rossiaud**, Vice-Président de la section des Verts ville de Genève

La CICAD :

Alain Bruno Lévy, Président
Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général



La délégation du PLR: Daniel Ferrier, Président PLR Ville de Genève ; Adrien GENECAUD, Conseiller municipal, Ville de Genève ; Candidat au Conseil administratif (Ville de Genève) et Natacha BUFFET-DESFAYES, Conseillère municipale, Ville de Genève ; Candidate au Conseil administratif (Ville de Genève)



«Je m’engage toutefois à suivre de près la suite de cette question, qu’elle dépende du Département social ou de celui de la culture » Natacha Buffet-Desfayes, Conseillère municipale, Ville de Genève

La délégation PLR a fait part de son intérêt pour les thématiques traitées par la CICAD lors de cette rencontre. La politique de subventionnement de la Ville pour les associations ou encore la sécurité ont notamment été abordés. Le PLR n’a pas manqué de rappeler qu’il soutiendrait les projets de l’association devant le Conseil administratif.

Laïcité

Sur la notion de laïcité, Philippe Grumbach, membre du Comité rappelle ce point d’entente avec le PLR. « La question de la laïcité, comme gardienne des libertés religieuses, vous tient à cœur tout comme nous. Dernièrement, le Tribunal administratif de Première Instance a donné raison, au nom de la liberté religieuse, à une association chrétienne à qui la Ville de Genève avait interdit de tenir un stand religieux dans la rue. Nous sommes très intéressés et préoccupés de voir jusqu’où la laïcité peut aller. Cet exemple peut en amener d’autres.»

Subventionnement

La politique de subventionnement de la Ville et son manque de soutien systématique pour les projets de l’association suscite un grand désarroi auprès du Président de la CICAD. Pour lui, la Ville fait erreur. « La CICAD est trop souvent vue sous un prisme erroné par la Ville et ce malgré nos projets pédagogiques réalisés depuis de nombreuses années contre le racisme et l’antisémitisme. C’est la raison pour laquelle nous aurions souhaité un soutien financier pour certaines activités. Jusqu’à maintenant nous nous heurtons à un refus incompréhensible.» Une situation qui semble cependant ne pas surprendre Natacha Buffet-Desfayes membre de la Commission de la Culture au Conseil municipal. « Quand on essaye de comprendre les budgets attribués, on nous dit uniquement que les activités sont justifiées. Monsieur Kanaan a pris le parti de dire que les subventions ne seront pas augmentées et qu’il n’y aura pas non plus de changement sur les lignes budgétaires déjà créées. C’est la seule réponse face à notre mécontentement. Je m’engage toutefois à suivre de près la suite de cette question, qu’elle dépende du Département social ou de celui de la culture.»

Salon du livre

Natacha Buffet-Desfayes, surprise de la réponse négative de la Ville pour soutenir la participation de la CICAD au Salon du livre, souhaite comprendre. Pour Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général, la réponse de la Ville et du Canton s’expliqueraient en raison de leur financement du Salon du livre sur l’aspect culturel. Cet engagement ne permettrait donc pas d’imaginer le subventionnement d’activités éducatives lors de ce Salon. « Pour la CICAD, le Salon du livre est une plateforme permettant de développer des activités de sensibilisation pour le grand public sur des problématiques de discrimination. Il s’agit d’une mission de service public. Il n’y a pas de raison que la Ville ne s’implique pas. Notre dossier s’est baladé de service en service, de Madame Salerno, Monsieur Kanaan à Madame Alder. Mais le refus reste le même.»

Pour Adrien Genecand, Conseiller municipal, ce projet a entièrement sa place dans la politique du « Vivre ensemble » si chère à la Ville. « Pour nous, votre demande est légitime. Je pense que l’on peut créer une

ligne budgétaire pour la CICAD au Salon du livre. Pour cette année, il faudrait redoubler d'efforts dès à présent.» et Natacha Buffet-Desfayes d'appuyer en expliquant qu'elle s'adressera aux services de Sami Kanaan et d'Esther Alder pour comprendre la situation. Une démarche très bien accueillie par la délégation de la CICAD mais qui souhaiterait davantage comme l'explique le Président «Des interventions auprès des magistrats par des conseillers municipaux tels que vous.»

Sécurité

Parmi les préoccupations de la CICAD, celle de la sécurité des bâtiments communautaires a retenu l'attention d'Adrien Genecand et notamment l'aménagement de la place de la Synagogue. « Lorsque nous avons rencontré Monsieur Kanaan et Mme Salerno, la mise en place d'une commission tripartite avec l'État et la Ville a été évoquée pour parler des aménagements possibles sur cette place. » répond Alain Bruno Lévy avant que Johanne Gurfinkiel poursuive sur la question de la piétonisation, un dossier ouvert depuis 20 ans. « Récemment, la CICAD a repris le dossier dans l'objectif d'aboutir dans les meilleurs délais. La sécurité est une question cruciale que nous suivons avec la plus grande attention. Encore dernièrement, un individu est venu près de la synagogue faire du repérage. Je vous rappelle également cette manifestante de la synagogue Beth Yaacov durant l'été. Nos inquiétudes sont fondées. Le service de renseignement de la Confédération a rappelé dans un communiqué que la Suisse n'est pas à l'abri d'un attentat comme celui de Paris ou de Copenhague. Plusieurs dizaines de Suisses sont partis pour le djihad. On aimerait que ce dossier se concrétise.»

Pour le PLR la piétonisation n'est pas un problème, les obstacles seraient plutôt du côté des ayants droits et de leur demande d'accès. Montrant un intérêt particulier aux inquiétudes décrites par la CICAD, la délégation souhaite comprendre l'importance d'un tel aménagement urbain. Le Secrétaire général explique « La protection policière permanente comme en France n'est pas envisageable. Il faut revoir l'aménagement pour garantir la sécurité du lieu et en faire un espace urbain agréable. Certains parents sont inquiets pour la sécurité de leurs enfants et cela se comprend dans le contexte actuel. La communauté juive reste visée.»

Amalgames Juif/Israélien

Pour Laurent Selvi, membre du Comité, les autorités ont un rôle à jouer dans la lutte contre l'antisémitisme en commençant par déjouer l'amalgame encore trop souvent présent entre les termes Juif et Israélien.

« Il est important que le pouvoir politique utilise chaque occasion et prise de parole pour rappeler que Suisse juif et israélien allant à la synagogue ne sont pas fongibles. L'un n'est pas l'équivalent de l'autre. Il est bon de le rappeler systématiquement. Si le pouvoir politique n'est pas capable de transmettre ce message, la population continuera de penser qu'il y a une égalité entre Israélien et Juif. Ceci est un des premiers amalgames en notre défaveur.» Une opinion qui n'est pas partagée par Adrien Genecand. « Ces personnes qui font cette association malgré les prises de parole des politiques resteront avec leurs théories complotistes. » Pour Laurent Selvi, il est important de cibler l'entourage de ces personnes qui ne sont pas encore tombées dans la radicalisation. Et Le Président de la CICAD de conclure «Trop souvent l'action politique est liée à la parole. Ce que nous demandons ce sont plutôt des actes. Malheureusement, nous constatons l'absence de réactions politiques quasi systématique et ce malgré les attentats en Europe de ces derniers mois et la montée de l'antisémitisme en Suisse. Une situation que nous déplorons.»

Risque attentat

Johanne Gurfinkiel fait part de ses inquiétudes quant aux dispositifs mis en place s'il devait y avoir un attentat « Je ne sais pas quelle est la considération genevoise, municipale ou au niveau cantonal sur cette question. On a l'impression que malgré les nombreux signaux d'alertes, la mise en place de la surveillance ou encore l'anticipation face à un danger n'ont pas été prévues. Si demain à Genève, il devait y avoir un acte terroriste je ne suis pas convaincu que l'on soit préparé. Il faudra attendre un incident grave pour que les services concernés se demandent comment agir.» Et Adrien Genecand de rejoindre cette analyse de la situation « On est largement impuissant. On a baigné dans une illusion un peu folle pendant dix ans. On l'a vu avec Toulouse par exemple, n'importe quel acte comme celui de Toulouse avec des médias qui relayent information fait qu'il a une résonnance mondiale. Il y a une telle publicité donnée au premier acte que cela donne d'autres idées. C'est une situation préoccupante. »

Montée du populisme

Le Conseiller municipal poursuit sur la situation économique actuelle, qui selon lui, rappelle celle des années 30 avec la montée du populisme et la présence de partis politiques extrêmes comme celui du MCG. « Une situation économique difficile, un repli identitaire, la restriction de la liberté d'expression, du droit des gens, etc. C'est une situation préoccupante. » Un constat qui ne laisse pas indifférent Johanne Gurfinkiel mais

pour qui l'attitude des politiques en est une conséquence. « On voit de la part des autres partis politiques une attitude très diplomate et lisse. Les gens ne se reconnaissent plus dans les partis traditionnels. Ne pas se positionner et ne pas proposer une alternative est un problème et laisse le champ libre. La solution reste l'éducation. Les campagnes d'affichage pour combattre le racisme n'ont pas d'impact. On ne combat pas des idéologies racistes avec de l'affichage. Il y a des actions à construire au-delà du discours où nous pourrions retrouver les valeurs des partis politiques traditionnels.» Une action pour Natacha Buffet-Desfayes qui reste cependant plus longue à réaliser alors que le discours du MCG est plus facile à entendre. Adrien Genecand reste quant à lui optimiste. «Avec Messieurs Jornot et Maudet, le discours s'est affirmé et cela commence à fonctionner. Je reste assez positif.»

Pour Philippe Grumbach, le Procureur général Olivier Jornot est un appui de taille pour lutter contre l'antisémitisme. «Il nous a beaucoup appuyé dans le combat que nous menons contre le négationnisme.» Pourtant les combats judiciaires menés par la CICAD restent difficiles comme l'explique Alain Bruno Lévy « Le nouveau code de procédure pénal nous préoccupe car il ne nous permet pas de nous constituer partie civile en tant qu'association. Nous ne pouvons donc pas intervenir pour des cas de racisme et d'antisémitisme ou lorsque nous voulons défendre nos membres.»

Composition des délégations

Parti Libéral Radical :

Natacha Buffet-Desfayes, Conseillère municipale Ville de Genève et candidate au Conseil administratif

Adrien Genecand, Conseiller municipal, Ville de Genève ; Candidat au Conseil administratif

Daniel Ferrier, Président PLR Ville de Genève

La CICAD :

Alain Bruno Lévy, Président

Philippe A. Grumbach, membre du comité et ancien Président

Laurent Selvi, membre du Comité

Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général

Lors de notre rencontre avec la CICAD, nous avons eu le privilège d'échanger avec vous sur des sujets à la fois préoccupants, sensibles et centraux pour notre société.

Au cours de cette discussion enrichissante, nous avons été sensibilisés à la question de l'incompréhension, volontaire ou non, de certains politiques qui ne souhaitent pas entrer en matière sur des activités qu'ils jugent déjà suffisamment subventionnées. Ces derniers oublient en effet que le fonds général accordé au Salon du Livre ne se répercute pas sur le stand de la CICAD... Nous avons pu ressentir que les activités de la CICAD restent souvent méconnues et qu'il est important d'y remédier.

La question de la réaction des politiques aux messages haineux de certains partis a été discutée. Nous avons pu en tirer la conclusion que le ressenti politique n'est pas toujours celui du citoyen et qu'il est important pour les politiques d'être régulièrement sensibilisés par les associations afin de réagir plus efficacement - et surtout plus fermement - à ces messages.

La question centrale de la sécurité aux abords de la synagogue a rappelé l'importance de remettre la création d'une zone piétonne sur le métier. Ce projet semble être un premier pas pour sécuriser la zone, car il mettrait fin à un transit dense et parfois inquiétant aux abords de la synagogue et faciliterait les échanges avec les commerçants situés aux abords de la place.

Nous tirons donc tous les trois un bilan très positif de cette rencontre et remercions la CICAD de la qualité son accueil.

Natacha Buffet-Desfayes, Adrien Genecand et Daniel Ferrier, Président PLR Ville de Genève



Le PLR:

- Développer la notoriété et la visibilité de la CICAD auprès de la population pour faire connaître ses multiples actions de prévention
- Sécuriser les bâtiments communautaires et trouver un accord entre les ayants droits et la communauté
- Obtenir un soutien financier de la Ville de Genève en faveur de la CICAD pour le Salon du livre





La délégation PDC: Lionel Ricou, Conseiller administratif, Président ad intérim, Guillaume Barazzone, Conseiller administratif de la Ville de Genève en charge du Département de l'environnement urbain et de la sécurité et Jean-Charles Lathion, Conseiller administratif, Vice-Président



«En tant que magistrat municipal en charge de la sécurité et de la voirie de la Ville de Genève, je dénonce systématiquement les tags à caractère raciste ou antisémite. Dès mon arrivée au département, j'en ai d'ailleurs fait un principe très fort : identifier et nettoyer rapidement et systématiquement ces tags.» Guillaume Barazzone, Conseiller administratif de la Ville de Genève en charge du Département de l'environnement urbain et de la sécurité

La CICAD termine ses rencontres politiques par la délégation du Parti Démocrate Chrétien (PDC). Très attentif aux problématiques de la CICAD, Guillaume Barazzone, Conseiller administratif en charge du Département de l'environnement urbain et de la sécurité de la Ville de Genève, n'a pas manqué de rappeler son soutien de longue date.

Soutien du PDC

Le Conseiller administratif rappelle les positions du parti quant aux actes de racisme et d'antisémitisme. « Le PDC est très attentif. Un acte antisémite ou raciste est par définition un acte de trop. Nous souhaitons vous dire que nous faisons clairement la distinction entre l'État d'Israël et la communauté juive. Ce que malheureusement d'autre ne font pas et maintiennent une ambiguïté. Nous sommes un parti qui a toujours défendu les minorités, cela fait partie de notre ADN. » Une position qui ne surprend pas Johanne Gurfinkiel « Vous êtes très sensible à nos problématiques et nous savons combien vous suivez nos actions

depuis de nombreuses années. Nous savons que dès que nous avons un problème, nous avons de votre part un soutien sans faille. » Une position également bien accueillie par Sabine Simkhovitch Dreyfus, Membre du comité et Vice-présidente de la FSCI qui rappelle que ce ne fut malheureusement pas le cas il y a quelques années. « Nous avons le sentiment ces dernières années qu'au niveau national le PDC n'a pas toujours eu cette ligne de soutien aux minorités et donc aux communautés juives. Vos paroles sont donc pour moi très importantes. » Une position appuyée par Lionel Ricou, Conseiller municipal et président ad intérim du PDC Ville de Genève. « Notre slogan est au centre l'humain. C'est un parti qui ne fait pas de ségrégation, ni de différence entre les minorités. Nous sommes donc très sensibles aux problématiques sécuritaires que vous évoquez. »

Subvention inexistante

Le Président Alain Bruno Lévy explique à la délégation, malgré les projets éducatifs et de citoyenneté élaborés et reconnus depuis

de nombreuses années par les autorités romandes, que la CICAD ne bénéficie toujours pas de soutien financier de la Ville de Genève et ce en dépit de demandes répétées. Pour le Conseiller administratif Guillaume Barazzone cette situation n'est pas raisonnable. « Je soutiens une subvention pour vos projets. Une solution politique pourrait venir du Conseil administratif comme je l'avais évoqué lors d'une discussion au Conseil. » et Lionel Ricou de poursuivre « Concernant votre demande de subvention spécifique au Salon du livre, cela est donc traité par le Conseiller administratif en charge de la Culture, Sami Kanaan. Moi-même à la commission de la Culture, je n'ai jamais eu de discussion avec lui sur une telle subvention. »

Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général, explique que cette demande est passée de service en service au sein du Conseil administratif depuis des mois. « Le contexte électoral actuel fait qu'il y a beaucoup plus d'intérêt par un certain nombre d'élus. Certains continuent de penser cependant qu'il n'y a pas d'intérêt de soutenir une association telle que la nôtre. Au final nous aurons seulement

une discussion après le Salon du livre. Ce que nous regrettons. Il n'y a pas de raison que notre association ne bénéficie pas aussi de soutien de la Ville pour une action de service public qui vise à sensibiliser nos concitoyens. Si le PDC peut continuer à nous soutenir cela serait avec plaisir. »

Jean-Charles Lathion, Vice-président du PDC Ville de Genève avance l'égalité de traitement. « Pour garantir l'ouverture et dans l'esprit d'une paix sociale je pense qu'il est très important que l'on puisse aider la communauté juive aussi bien que d'autres communautés. »

Antisémitisme

Sabine Simkhovitch Dreyfus souhaite connaître la position du parti en faveur d'un travail de prévention contre les discriminations. « Au niveau fédéral ou cantonal, on a l'impression qu'il n'y a pas en Suisse un véritable engagement. » Pour Guillaume Barrazzone qui a rappelé les positions fermes de son parti sur ce sujet, avec les actes, la parole du politique a tout autant d'impact. « En tant que magistrat municipal en charge de la sécurité et de la voirie de la Ville de Genève, je dénonce systématiquement les tags à caractère raciste ou antisémite. Dès mon arrivée au département, j'en ai d'ailleurs fait un principe très fort : identifier et nettoyer rapidement et systématiquement ces tags. » Un travail reconnu par la CICAD comme ne manque pas de l'exprimer Johanne Gurfinkiel.

La sécurité

Autre sujet important pour la CICAD comme l'explique son Président, la sécurité des bâtiments et des communautés juives de Genève. Un problème de financement mais aussi de réactions politiques selon lui. « Quelle aide l'Etat peut apporter? Nous avons été frappés de voir le peu de réaction politique lorsque pendant plusieurs semaines une manifestante anti israélienne est venue devant la synagogue. Mêler la politique au culte, gêner les fidèles cela est inadmissible. »

Aménagement urbain

Concernant l'aménagement de la place de la synagogue, le Conseiller administratif Guillaume Barrazzone indique que la CICAD doit déposer sa demande au département de Monsieur Rémy Pagani en charge des questions d'aménagement et de construction à la Ville de Genève. « Les demandes d'aménagement sont à faire auprès de monsieur Pagani qui peut donner une impulsion. Le canton, une autorisation. Messieurs Pagani, Kanaan et moi-même pouvons vous auditionner si vous le souhaitez. » L'occasion pour Johanne Gurfinkiel d'évoquer

un échange avec Sami Kanaan sur ce sujet. « Il nous a dit qu'il était prêt à en discuter et relancer le projet de piétonisation. Nous ne souhaitons pas faire de cette place un bunker mais l'aménager pour garantir plus de sécurité. » et le Président de la CICAD d'ajouter qu'au cours d'une rencontre avec Pierre Maudet, Conseiller d'Etat, une commission entre l'Etat, la Ville et la CICAD pour répondre à ce problème pourrait être relancée. Une démarche parfaitement adéquate pour le Conseiller administratif.

Bâtiments communautaires

Les communautés prennent à leur charge annuellement plusieurs centaines de milliers de francs pour la sécurité comme le rappelle Johanne Gurfinkiel. Elles souhaiteraient une prise en charge de la Ville et du Canton afin d'optimiser la sécurité des bâtiments. Faisant un état des lieux de la situation, il explique « On ne peut pas considérer qu'il y ait une non entrée en matière. Après un an de discussion avec les services concernés, nous sommes arrivés au principe d'avoir une commission mixte pour en discuter. Savoir si la Ville serait prête à participer à cet exercice, mettre à plat le projet articulé avec la sécurité de la communauté et la police. De quelle manière le Canton et la Ville pourraient rentrer en matière, que pourraient-ils prendre à leur charge? » Et Guillaume Barrazzone de répondre par un accord de principe sur ce projet de commission.

Le Secrétaire général poursuit sur ce sujet « Nous avons fait des propositions approuvées par la police mais restées sans réponse. Nous n'avons pas abandonné ce projet bien au contraire. Nous avons demandé aux autorités compétentes de nous aider. »

Risques d'attentat

Sabine Simkhovitch-Dreyfus fait part de son incompréhension quant aux manques de réactions politiques face aux attentats de ces derniers mois. « Quand il n'y a pas un risque concret qui existe, on estime qu'il n'y a pas de risque. Un point de vue encore récemment trop entendu en Suisse. Avec les attentats de Copenhague et de Paris, Genève et la Suisse ne sont pas exclues. Les communautés estiment que l'Etat peut faire plus. »

Le Parti Démocrate Chrétien:

- S'engage pour lutter contre l'antisémitisme et contre toutes les formes de discrimination.
- Rappelle la nécessité d'avoir une norme pénale qui protège contre toutes les formes de discrimination y compris l'antisémitisme.
- S'engage également en faveur de la piétonisation de la Place de la synagogue.

Composition des délégations

Le PDC:

Guillaume Barrazzone, Conseiller administratif de la Ville de Genève et Conseiller national, **Jean-Charles Lathion**, Conseiller municipal de la Ville de Genève, député-suppléant au Grand Conseil et Vice-Président du PDC Ville de Genève, **Lionel Ricou**, Conseiller municipal de la Ville de Genève et Président ad intérim du PDC Ville de Genève

La délégation CICAD:

Alain Bruno Lévy, Président
Sabine Simkhovitch Dreyfus, Membre du comité et Vice-présidente de la FSCI
Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général



La délégation CICAD: Sabine Simkhovitch Dreyfus, Membre du comité et Vice-présidente de la FSCI, Alain Bruno Lévy, Président de la CICAD et Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général

Guillaume Barazzone, Conseiller administratif et Conseiller national

Le PDC a eu beaucoup de plaisir à participer à la rencontre avec la CICAD, merci encore une fois pour ce fructueux échange.

De manière générale, le PDC regrette l'amalgame que certains font entre les communautés juives de Suisse ou d'ailleurs et la politique menée par l'Etat d'Israël qui doivent être considérées de manière distincte.

Le PDC s'engage pour lutter contre l'antisémitisme et contre toutes les formes de discrimination. Il s'agit d'un principe fondamental de la vie en société que nous défendons et que nous continuerons à défendre aux échelons communal, cantonal et fédéral.

Récemment, lors du débat à propos de la révision de l'article 261 bis du Code pénal à la Commission des affaires juridiques du Conseil national, j'ai rappelé en tant que Conseiller national la nécessité d'avoir une norme pénale qui protège contre toutes les formes de discrimination y compris l'antisémitisme. Depuis deux ans et demi en tant que Conseiller administratif en charge de la sécurité en Ville de Genève, je mène une politique très claire de lutte contre tous les tags à caractère raciste et antisémite. Depuis mon arrivée au département, j'ai engagé un processus de détection et d'enlèvement rapide et systématique des tags.

Le PDC s'engage également pour que la sécurité des croyants qui se rendent dans les synagogues de Genève leur soit garantie.

Dans ce cadre, la Ville de Genève collabore avec le canton de Genève et notamment la police cantonale pour mener à bien cette mission.

Enfin, le PDC s'engage également en faveur de la rénovation de la place de la synagogue qui nécessite d'être remise à neuf et de devenir piétonne.

Lionel Ricou

Président ad PDC Ville de Genève, Conseiller administratif

J'ai apprécié les échanges francs avec les représentants de la CICAD et ai pris connaissance avec grand intérêt des préoccupations de ses membres en matière de sécurité et de culture.



Le MCG s'oppose au racisme et à l'antisémitisme



Carlos Medeiros, candidat MCG au Conseil administratif de la Ville de Genève :

« Le MCG est opposé aux actes racistes, antisémites et à toutes ces attitudes nuisibles qui sont fondées sur des discriminations comme la religion, la couleur ou la race. Bien évidemment, la plus grande sécurité doit être assurée à tous les habitants de notre canton, afin d'éviter les dérives violentes et extrémistes, que d'autres villes européennes ont connu. »

« Par ailleurs, nous estimons qu'il n'est pas souhaitable d'importer chez nous des conflits lointains, y compris le conflit israélo-palestinien, qui ne concernent pas Genève et la Suisse. Pour nous, la neutralité helvétique reste toujours d'actualité et peut permettre d'aider certains pays à aller en direction de la paix. Si nous sommes partisans de la laïcité, celle-ci doit s'appliquer dans le respect des religions et des lieux de culte. »



Coordination intercommunautaire **contre l'antisémitisme et la diffamation**

40, rue du stand - Case Postale 5020 - 1211 Genève 11

Tél. 022 321 48 78 - fax: 022 321 55 28 - cicad@cicad.ch - www.cicad.ch

©CICAD 2015